

## CONVENTION D'OBJECTIFS Année 2020

### Entre

Le Département de la Drôme, situé 26 avenue du Président Herriot – 26026 Valence Cedex 9, représenté par la Présidente du Conseil Départemental, autorisé par délibération en date du 27 avril 2020 désigné ci-après le "Département"

D'une part,

### et

COMEDIE DE VALENCE SARL SCOP dont le siège social est situé : 1 Place Charles Huguenel – Théâtre le Bel Image à Valence (26000), représentée par Monsieur Marc LAINE, Directeur,

D'autre part,

### PREAMBULE

*Considérant le projet initié et conçu par la SCOP La Comédie de Valence, Centre Dramatique National Drôme Ardèche, lieu de création, de production et de diffusion de spectacles vivants, conforme à son objet statutaire.*

#### *Considérant :*

La politique culturelle du Département entend favoriser l'accès à la culture de l'ensemble de la population drômoise. Dans le cadre de sa politique de soutien aux acteurs culturels, le Département est particulièrement attentif aux acteurs culturels labellisés qui contribuent à la mise en œuvre des cinq axes de sa politique culturelle :

- Soutenir l'émergence et la professionnalisation des acteurs culturels,
- Equilibrer l'offre culturelle sur le territoire,
- Développer l'éducation artistique et culturelle en direction de tous les drômois,
- Mobiliser la culture en tant que levier de développement territorial et de cohésion sociale,
- Valoriser le patrimoine artistique et historique de la Drôme.

### IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

#### ARTICLE 1<sup>ER</sup> - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'établissement s'engage à son initiative et sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations des politiques publiques mentionnées au préambule, le projet artistique et culturel de son directeur Marc LAINE, et notamment :

- La Comédie Itinérante : rayonnement artistique sur le territoire départemental, diffusion de spectacles vivants, résidences, ateliers, stages décentralisés.

Dans ce cadre, le Département de la Drôme contribue financièrement à ces actions. Il n'attend aucune contrepartie de cette contribution.

#### ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du jour de sa signature et cessera au 31 décembre 2020.

#### ARTICLE 3 - ENGAGEMENT DE LA STRUCTURE

La Comédie de Valence s'engage à :

- respecter le projet artistique et culturel défini à l'article 1 de la présente convention,

- respecter les critères techniques comprenant notamment la qualité artistique, l'animation et l'animation du territoire, la prise en compte des publics prioritaires pour le Département : collégiens, les personnes au RSA, les personnes âgées, les personnes handicapées,
- accueillir le public attendu, le cas échéant, dans les meilleures conditions possibles et se conformer aux normes d'hygiène et de sécurité,
- n'utiliser l'aide financière qu'aux fins prévues dans l'article 1 et à rembourser les sommes qui n'auraient pas été utilisées ou utilisées pour une autre action que celle prévue dans la présente convention,
- informer dans les plus brefs délais le Département, en cas de réajustement substantiel du budget (si inférieur à 25 % demande de validation nécessaire du Département et conclusion d'un avenant),
- informer de toutes nouvelles déclarations enregistrées à la Préfecture (modifications statuts, etc....),
- informer le Département en cas d'inexécution, ou de modifications des conditions d'exécution ou de retard pris dans le cadre de la présente convention, l'association informe le Département sans délais par courrier ou par mail,
- respecter la législation du spectacle vivant (licence d'entrepreneur de spectacles, les normes de sécurité et les dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale),
- faire figurer le logo du Département dans tous les documents de communication.

#### **ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT**

Pour l'année 2020, le Département soutient le projet artistique et culturel de la Comédie de Valence et en particulier la Comédie Itinérante, à cette fin, il lui apporte une subvention complément de prix d'un montant de 155 000 € (cent cinquante cinq mille euros).

Cette subvention n'est acquise que sous réserve du vote des crédits de paiement par l'Assemblée délibérante et du respect par la structure des obligations mentionnées aux articles 1 et 3 ainsi que des décisions de l'administration prises en application des articles 5 ; 6 ; 7 et 8.

#### **ARTICLE 5 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION ET JUSTIFICATIFS**

Le Département s'engage à verser à l'issue du vote de l'Assemblée délibérante :

- un acompte de 50 %, soit la somme de 77 500 € (soixante dix sept mille cinq cent euros) à la signature de la présente convention,
- le solde à la remise des documents datés et signés par le responsable de l'établissement, ci-après mentionnés :
  - Le bilan comptable et annexes N-1, le cas échéant (immobilisations, provisions, rapport du commissaire aux comptes,
  - Le compte de résultat de l'exercice comptable N-1,
  - Le rapport d'activités et le dernier procès-verbal de l'assemblée générale N-1.

#### **ARTICLE 6 - SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modifications substantielles et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par la Comédie de Valence sans l'accord écrit du Département de la Drôme, celui-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par la structure et avoir préalablement entendu ses représentants.

Le Département de la Drôme en informe la Comédie de Valence par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 7 - EVALUATION**

La structure s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice comptable, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre des actions. Le Département procède, conjointement avec la Comédie de Valence à l'occasion d'un rendez-vous annuel, à l'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles il a apporté son concours.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1, sur l'impact de l'action au regard de l'intérêt départemental.

### **ARTICLE 8 - CONTRÔLE**

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département dans le cadre de l'évaluation prévu à l'article 7 ou dans le cadre du contrôle financier annuel, la structure s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

### **ARTICLE 9 - AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département et la Comédie de Valence. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle peut entraîner. La signature de l'avenant sera autorisée dans la même forme que la délibération initiale.

### **ARTICLE 10 - ANNEXES**

L'annexe budget prévisionnel renseigné par la structure dans le cadre de la demande de subvention fait partie intégrante de la présente convention.

### **ARTICLE 11 - RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par la Comédie de Valence des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit et ce, sans indemnités par le Département à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

Dans cette hypothèse, le reversement de toute ou partie des sommes versées dont il ne pourrait être justifié d'un usage conforme à la présente convention sera exigé.

### **ARTICLE 12- RECOURS**

Tout litige résultant de la présente convention et du ressort du tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Valence, le

Pour la SARL La Comédie de Valence  
**Marc LAINE**  
Le Directeur

Pour le Département de la Drôme  
**Marie-Pierre MOUTON**  
Présidente du Conseil Départemental,



LE DÉPARTEMENT

## CONVENTION D'OBJECTIFS

**Année 2020**

### Entre

Le Département de la Drôme, situé 26 avenue du Président Herriot – 26026 Valence Cedex 9, représenté par la Présidente du Conseil départemental, autorisé par délibération en date du 27 avril 2020 désigné ci-après le "Département"  
D'une part,

### Et

Le Conservatoire Intercommunal Montélimar-Agglomération dont le siège social est situé : 1 avenue Saint Martin - Maison des services publics – 26200 MONTELMAR représentée par Monsieur Franck REYNIER désigné ci-après, le Président  
D'autre part,

### PRÉAMBULE

C'est au Département que la loi, du 13 août 2004, a confié la mission d'élaborer un schéma départemental de développement des enseignements artistiques, afin d'améliorer l'offre de formation et d'assurer un accès égal des élèves à l'enseignement musical.

Le schéma est un outil d'aménagement culturel du territoire. Fondé sur une approche territoriale, c'est un instrument de cohésion, de démocratisation et de mise en réseau de l'offre d'enseignement artistique.

Dans le cadre de cette compétence donnée par la loi, le Département de la Drôme développe depuis de nombreuses années une politique volontariste.

L'enseignement évolue : il doit s'adapter aux publics et aux nouvelles pratiques et apporter la même qualité dans tous les territoires.

Pour encadrer les évolutions du nouveau SDEA, le Département a défini trois orientations principales :

- Poursuivre l'aménagement culturel du territoire en faveur de l'enseignement artistique en renforçant le rôle de proximité et l'ancrage territorial des établissements du réseau départemental,
- Ouvrir le SDEA à de nouveaux domaines artistiques afin de mieux prendre en compte les ressources développées par les territoires. Au delà de l'enseignement musical obligatoire, le SDEA concernera la danse, l'art dramatique, les arts de la rue, les arts plastiques et les arts visuels,
- Privilégier, dans le cadre de l'éducation artistique des publics, les projets rapprochant les établissements d'enseignement artistique spécialisé des établissements de l'Education Nationale et prioritairement les collèges.

En janvier 2017, le Département a acté un certain nombre de modifications afin de répondre à 3 grands enjeux :

- La pérennité des structures notamment les plus fragiles (associations notamment) et celles développant des propositions sur les territoires ruraux,
- La maîtrise du budget départemental,
- La prise en compte des nouvelles orientations visant à valoriser et développer la pratique amateur, où qu'elle soit et sous toutes ses formes.

## **IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> - OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, le Conservatoire Intercommunal Montélimar-Agglomération, s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations des politiques publiques mentionnées au préambule, les actions suivantes :

- Enseigner prioritairement la musique et le théâtre en développant une offre pédagogique correspondant aux normes définies au niveau national par le Ministère de la Culture et de la Communication,
- Proposer aux différents publics (enfants, adolescents, adultes) un enseignement artistique initial de qualité,
- Développer l'éducation musicale en milieu scolaire,
- Être à l'échelle de son territoire un espace culturel de création et de diffusion et un lieu ressource ouvert aux habitants.

Dans ce cadre, le Département de la Drôme contribue financièrement à ces actions. Il n'attend aucune contrepartie de cette contribution.

### **ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet à compter du jour de sa signature et cessera le 31 décembre 2020.

### **ARTICLE 3 - ENGAGEMENT DU CONSERVATOIRE INTERCOMMUNAL MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION**

Le Conservatoire Intercommunal Montélimar-Agglomération s'engage à :

- développer une offre pédagogique pour tous et proposer, pour les jeunes notamment, des espaces de pratique pour ceux qui veulent sortir de l'apprentissage par cycle et des dispositifs d'entrée dans les apprentissages par la pratique collective pour les nouveaux accédants.
- tenir compte, autant que possible, des pratiques artistiques nouvelles pour mettre en place des propositions et offres pédagogiques innovantes, en proposant la découverte d'autres esthétiques et d'autres disciplines, inciter à la diversité des pratiques en développant des liens avec les acteurs culturels du territoire et en s'investissant dans une dynamique de réseau territorial.
- réfléchir à l'accessibilité financière de la structure et mettre en place des outils adéquats.
- offrir un enseignement de qualité : accroissement de la qualification des équipes ; présence d'un directeur rémunéré ; proposition d'offres de formation pour les personnels en poste ; attention particulière aux possibilités de mutualisation entre établissements.

### **ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT**

Pour l'année 2020, le Département contribue financièrement aux activités du conservatoire de Montélimar pour un montant de 85 000 € (quatre-vingt cinq mille euros). Cette subvention n'est acquise que sous réserve du vote des crédits de paiement par l'assemblée délibérante et du respect par le conservatoire des obligations mentionnées aux articles 1 et 3 ainsi que des décisions de l'administration prises en application des articles 5 ; 6 ; 7 et 8.

## **ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION ET JUSTIFICATIFS**

Le Département s'engage à verser la totalité de la subvention à compter de la signature de la convention par les deux parties.

Celle-ci sera versée sur production du rapport d'activité, du bilan financier, dont le compte administratif de l'année N-1. Celui-ci précisera le montant exact de la masse salariale et le nombre de salariés. Il sera validé par l'Assemblée délibérante signé par le Président ou le Directeur.

Ces documents seront à transmettre avant le 1er juillet 2020 uniquement sur le portail usagers du Département de la Drôme (<https://mesdemarches.ladrome.fr>) dans le fil de discussion établi par l'agent en charge de votre dossier.

## **ARTICLE 6 - SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modifications substantielles et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par la Communauté d'Agglomération « Montélimar Agglomération » sans l'accord écrit du Département de la Drôme, celui-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par le Conservatoire Intercommunal Montélimar-Agglomération et avoir préalablement entendu ses représentants.

Le Département de la Drôme en informe le Conservatoire Intercommunal Montélimar-Agglomération par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 7 - OBLIGATIONS, ÉVALUATION ET CONDITIONS D'INTERVENTION DU DÉPARTEMENT**

Un bilan annuel, tant sur l'aspect qualitatif que quantitatif, des activités pédagogiques, du projet d'Établissement et, le cas échéant, de la réalisation des projets artistiques est établi.

A l'issue de ce bilan, et conformément au schéma départemental de développement des enseignements artistiques, le Département, décidera du montant de ses aides pour le fonctionnement de l'école et éventuellement, pour les projets artistiques, sous réserve et dans la limite des crédits votés par l'Assemblée Départementale.

## **ARTICLE 8 - CONTRÔLE**

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 7 ou dans le cadre du contrôle financier annuel ; le Conservatoire Intercommunal Montélimar-Agglomération s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

## **ARTICLE 9 – AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département et le Conservatoire Intercommunal Montélimar-Agglomération. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle peut entraîner. La signature de l'avenant sera autorisée dans la même forme que la délibération initiale.

## **ARTICLE 10 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par le Conservatoire Intercommunal Montélimar-Agglomération des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit et ce, sans indemnités versées par le Département à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

Dans cette hypothèse, le reversement de toute ou partie des sommes versées dont il ne pourrait être justifié d'un usage conforme à la présente convention sera exigée.

## **ARTICLE 11- RECOURS**

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Valence, le

Pour le Conservatoire Intercommunal  
Montélimar-Agglomération  
**Franck REYNIER**  
Le Président

Pour le Département de la Drôme  
**Marie-Pierre MOUTON**  
Présidente du Conseil départemental



LE DÉPARTEMENT

## CONVENTION D'OBJECTIFS

**Année 2020**

### Entre

Le Département de la Drôme, situé 26 avenue du Président Herriot – 26026 Valence Cedex 9, représenté par la Présidente du Conseil départemental, autorisé par délibération en date du 27 avril 2020 désigné ci-après le "Département"

D'une part,

### et

Le Syndicat intercommunal d'enseignement artistique Livron Lorient dont le siège social est situé : 90 avenue Joseph Combier 26250 LIVRON SUR DROME représentée par Madame Hanna FAURIEL désignée ci-après, la Présidente

D'autre part,

### PRÉAMBULE

C'est au Département que la loi, du 13 août 2004, a confié la mission d'élaborer un schéma départemental de développement des enseignements artistiques, afin d'améliorer l'offre de formation et d'assurer un accès égal des élèves à l'enseignement musical.

Le schéma est un outil d'aménagement culturel du territoire. Fondé sur une approche territoriale, c'est un instrument de cohésion, de démocratisation et de mise en réseau de l'offre d'enseignement artistique.

Dans le cadre de cette compétence donnée par la loi, le Département de la Drôme développe depuis de nombreuses années une politique volontariste.

L'enseignement évolue : il doit s'adapter aux publics et aux nouvelles pratiques et apporter la même qualité dans tous les territoires.

Pour encadrer les évolutions du nouveau SDEA, le Département a défini trois orientations principales :

- Poursuivre l'aménagement culturel du territoire en faveur de l'enseignement artistique en renforçant le rôle de proximité et l'ancrage territorial des établissements du réseau départemental,
- Ouvrir le SDEA à de nouveaux domaines artistiques afin de mieux prendre en compte les ressources développées par les territoires. Au-delà de l'enseignement musical obligatoire, le SDEA concernera la danse, l'art dramatique, les arts de la rue, les arts plastiques et les arts visuels,
- Privilégier, dans le cadre de l'éducation artistique des publics, les projets rapprochant les établissements d'enseignement artistique spécialisé des établissements de l'Education Nationale et prioritairement les collèges.

En janvier 2017, le Département a acté un certain nombre de modifications afin de répondre à 3 grands enjeux :

- La pérennité des structures notamment les plus fragiles (associations notamment) et celles développant des propositions sur les territoires ruraux,
- La maîtrise du budget départemental,
- La prise en compte des nouvelles orientations visant à valoriser et développer la pratique amateur, où qu'elle soit et sous toutes ses formes.



## **IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> - OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, le Syndicat intercommunal d'enseignement artistique Livron Loriol, s'engage à son initiative et sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations des politiques publiques mentionnées au préambule, les actions suivantes :

- Favoriser l'éveil des enfants à la musique, l'enseignement d'une pratique artistique vivante, la formation de futurs amateurs, la fréquentation des lieux de diffusions locaux,
- Élargir la formation vers de nouvelles perspectives répondant aux attentes de la société contemporaine,
- Fonctionner en réseau avec des établissements spécialisés du Département,
- Constituer sur le plan local, en collaboration avec tous les autres organismes compétents, un noyau dynamique de la vie artistique de la cité, du Département,
- Établir une programmation variée, basée sur la qualité artistique,
- Maintenir le développement d'un orchestre à l'école sur les communes de Livron et Loriol,

Dans ce cadre, le Département de la Drôme contribue financièrement à ces actions. Il n'attend aucune contrepartie de cette contribution.

### **ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet à compter du jour de sa signature et cessera le 31 décembre 2020.

### **ARTICLE 3 - ENGAGEMENT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE LIVRON LORIOL**

Le Syndicat intercommunal d'enseignement artistique Livron Loriol s'engage à :

- développer une offre pédagogique pour les jeunes notamment sur les 11-20 ans en proposant des espaces de pratique pour ceux qui veulent sortir de l'apprentissage par cycle et des dispositifs d'entrée dans les apprentissages par la pratique collective pour les nouveaux accédants. Tenir compte des pratiques artistiques nouvelles pour mettre en place des propositions de formation, notamment sur la pluridisciplinarité
- améliorer l'accessibilité financière : application de la règle du quotient familial,
- inciter à la diversité des pratiques : Favoriser la présence des autres domaines artistiques par le rapprochement ou le regroupement de structures ; aider au maintien de l'enseignement d'instruments rares et des répertoires concernés par une répartition des classes entre établissements,
- offrir un enseignement de qualité : Accroître la qualification des équipes - présence d'un directeur, participer à la formation des personnels en poste, rendre possible des mutualisations,
- proposer une structuration cohérente des enseignements sur les territoires : définir des territoires pertinents pour la structuration des enseignements artistiques en prenant en compte

les ressources artistiques et culturelles locales, organiser des concertations portant sur les enseignements artistiques, articuler cette réflexion avec les autres politiques publiques portées par le Département, permettre le développement d'établissement artistique suffisamment structuré sur l'ensemble des territoires, en favorisant notamment le rapprochement des structures.

#### **ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT**

Pour l'année 2020, le Département contribue financièrement aux activités du syndicat intercommunal d'enseignement artistique de Livron Lorient pour un montant de 25 000 € (vingt-cinq mille euros), fléché comme suit :

- 20 000 € au titre du fonctionnement
- 5 000 € de majoration pour la mise en place de l'orchestre à l'école

Cette subvention n'est acquise que sous réserve du vote des crédits de paiement par l'assemblée délibérante et du respect par la structure des obligations mentionnées aux articles 1 et 3 ainsi que des décisions de l'administration prises en application des articles 5 ; 6 ; 7 et 8.

#### **ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION ET JUSTIFICATIFS**

Le Département s'engage à verser la totalité de la subvention à compter de la signature de la convention par les deux parties.

Celle-ci sera versée sur production du rapport d'activité, du bilan financier, dont le compte administratif de l'année N-1. Celui-ci précisera le montant exact de la masse salariale et le nombre de salariés. Il sera validé par l'Assemblée délibérante signé par le Président ou le Directeur.

Ces documents seront à transmettre avant le 1er juillet 2020 uniquement sur le portail usagers du Département de la Drôme (<https://mesdemarches.ladrome.fr>) dans le fil de discussion établi par l'agent en charge de votre dossier.

#### **ARTICLE 6 - SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modifications substantielles et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par le Syndicat intercommunal d'enseignement artistique Livron Lorient sans l'accord écrit du Département de la Drôme, celui-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs et avoir préalablement entendu ses représentants.

Le Département de la Drôme en informe le Syndicat intercommunal d'enseignement artistique Livron Lorient par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 7 - OBLIGATIONS, ÉVALUATION ET CONDITIONS D'INTERVENTION DU DÉPARTEMENT**

Un bilan annuel, tant sur l'aspect qualitatif que quantitatif, des activités pédagogiques, du projet d'Établissement et le cas échéant, de la réalisation des projets artistiques est établi.

A l'issue de ce bilan, et conformément au schéma départemental de développement des enseignements artistiques, le Département, décidera du montant de ses aides pour le fonctionnement de l'école et éventuellement, pour les projets artistiques, sous réserve et dans la limite des crédits votés par l'Assemblée Départementale.

## **ARTICLE 8- CONTRÔLE**

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 7 ou dans le cadre du contrôle financier annuel ; le Syndicat intercommunal d'enseignement artistique Livron Loriol s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

## **ARTICLE 9 – AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département et le Syndicat intercommunal d'enseignement artistique Livron Loriol. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle peut entraîner. La signature de l'avenant sera autorisée dans la même forme que la délibération initiale.

## **ARTICLE 10 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par le Syndicat intercommunal d'enseignement artistique Livron Loriol des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit et ce, sans indemnités par le Département à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

Dans cette hypothèse, le reversement de toute ou partie des sommes versées dont il ne pourrait être justifié d'un usage conforme à la présente convention sera exigé.

## **ARTICLE 11- RECOURS**

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Valence, le

Pour le syndicat intercommunal  
d'enseignement artistique de Livron Loriol  
**Madame Hanna FAURIEL**  
La Présidente,

Pour le Département de la Drôme  
**Marie-Pierre MOUTON**  
Présidente du Conseil départemental



LE DÉPARTEMENT

## CONVENTION D'OBJECTIFS

Année 2020

### Entre

Le Département de la Drôme, situé 26 avenue du Président Herriot – 26026 Valence Cedex 9, représenté par la Présidente du Conseil Départemental, autorisé par délibération de l'Assemblée Départementale en date du 27 avril 2020 désigné ci-après le "Département"

D'une part,

### et

Le Syndicat Socio-Culturel du Tricastin dont le siège social est situé : 8 Boulevard Joliot Curie – 26130 SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX représenté par Madame Sophie SOUBEYRAS désigné ci-après, la Présidente

D'autre part,

## PREAMBULE

C'est au Département que la loi, du 13 août 2004, a confié la mission d'élaborer un schéma départemental de développement des enseignements artistiques, afin d'améliorer l'offre de formation et d'assurer un accès égal des élèves à l'enseignement musical.

Le schéma est un outil d'aménagement culturel du territoire. Fondé sur une approche territoriale, c'est un instrument de cohésion, de démocratisation et de mise en réseau de l'offre d'enseignement artistique.

Dans le cadre de cette compétence donnée par la loi, le Département de la Drôme développe depuis de nombreuses années une politique volontariste.

L'enseignement évolue : il doit s'adapter aux publics et aux nouvelles pratiques et apporter la même qualité dans tous les territoires.

Pour encadrer les évolutions du nouveau SDEA, le Département a défini trois orientations principales :

- Poursuivre l'aménagement culturel du territoire en faveur de l'enseignement artistique en renforçant le rôle de proximité et l'ancrage territorial des établissements du réseau départemental,
- Ouvrir le SDEA à de nouveaux domaines artistiques afin de mieux prendre en compte les ressources développées par les territoires. Au delà de l'enseignement musical obligatoire, le SDEA concernera la danse, l'art dramatique, les arts de la rue, les arts plastiques et les arts visuels,
- Privilégier, dans le cadre de l'éducation artistique des publics, les projets rapprochant les établissements d'enseignement artistique spécialisé des établissements de l'Education Nationale et prioritairement les collèges.

En Janvier 2017, le Département a acté un certain nombre de modifications afin de répondre à 3 grands enjeux :

- La pérennité des structures notamment les plus fragiles (associations notamment) et celles développant des propositions sur les territoires ruraux,
- La maîtrise du budget départemental,

- La prise en compte des nouvelles orientations visant à valoriser et développer la pratique amateur, où qu'elle soit et sous toutes ses formes.

## **IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> - OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, le Syndicat Socio-Culturel du Tricastin, dans le cadre du fonctionnement du conservatoire, s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations des politiques publiques mentionnées au préambule, les actions suivantes :

- Enseigner la musique au conservatoire à rayonnement intercommunal, en développant une offre pédagogique correspondant aux normes définies au niveau national par le Ministère de la Culture et de la Communication,
- Enseigner la musique en milieu scolaire et proposer des actions innovantes à destination de publics éloignés de l'offre et de la pratique culturelle.

Dans ce cadre, le Département de la Drôme contribue financièrement à ces actions. Il n'attend aucune contrepartie de cette contribution.

### **ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet à compter du jour de sa signature et cessera le 31 décembre 2020.

### **ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DU SYNDICAT SOCIO CULTUREL DU TRICASTIN**

L'établissement s'engage à :

- développer une offre pédagogique pour tous et proposer, pour les jeunes notamment, des espaces de pratique pour ceux qui veulent sortir de l'apprentissage par cycle et des dispositifs d'entrée dans les apprentissages par la pratique collective pour les nouveaux accédants.
- tenir compte, autant que possible, des pratiques artistiques nouvelles pour mettre en place des propositions et offres pédagogiques innovantes, en proposant la découverte d'autres esthétiques et d'autres disciplines ; inciter à la diversité des pratiques en développant des liens avec les acteurs culturels du territoire et en s'investissant dans une dynamique de réseau territorial.
- réfléchir à l'accessibilité financière de la structure et mettre en place des outils adéquats
- offrir un enseignement de qualité : accroissement de la qualification des équipes ; présence d'un directeur ou d'un coordinateur rémunéré ; proposition d'offres de formation pour les personnels en poste ; attention particulière aux possibilités de mutualisation entre établissements.

### **ARTICLE 4 –ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT**

Pour l'année 2020, le Département contribue financièrement aux activités de l'établissement pour un montant de 77 500 € (soixante sept huit mille cinq cent euros).

Cette subvention n'est acquise que sous réserve du vote des crédits de paiement par l'assemblée délibérante et du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1 et 3 ainsi que des décisions de l'administration prises en application des articles 5 ; 6 ; 7 et 8.

**ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION ET JUSTIFICATIFS**

Le Département s'engage à verser la totalité de la subvention à compter de la signature de la convention par les deux parties.

Celle ci sera versée sur production du rapport d'activité, du bilan financier, dont le compte de résultat, de l'année N-1. Celui-ci précisera le montant exact de la masse salariale et le nombre de salariés. Il sera validé par l'Assemblée délibérante signé par le Président ou le Directeur.

Ces documents seront à transmettre avant le 1er juillet 2020 uniquement sur le portail usagers du Département de la Drôme (<https://mesdemarches.ladrome.fr>) dans le fil de discussion établi par l'agent en charge de votre dossier.

**ARTICLE 6 - SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modifications substantielles et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'établissement sans l'accord écrit du Département de la Drôme, celui-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'établissement et avoir préalablement entendu ses représentants.

Le Département de la Drôme en informe l'établissement par lettre recommandée avec accusé de réception.

**ARTICLE 7 – OBLIGATIONS, EVALUATION ET CONDITIONS D'INTERVENTION DU DEPARTEMENT**

Un bilan annuel, tant sur l'aspect qualitatif que quantitatif, des activités pédagogiques, du projet d'Etablissement et, le cas échéant, de la réalisation des projets artistiques est établi.

A l'issue de ce bilan, et conformément au schéma départemental de développement des enseignements artistiques, le Département, décidera du montant de ses aides pour le fonctionnement de l'école et éventuellement, pour les projets artistiques, sous réserve et dans la limite des crédits votés par l'Assemblée Départementale.

**ARTICLE 8 - CONTRÔLE**

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département dans le cadre de l'évaluation prévu à l'article 7 ou dans le cadre du contrôle financier annuel ; l'établissement s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

**ARTICLE 9 – AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département et l'établissement. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle peut entraîner. La signature de l'avenant sera autorisée dans la même forme que la délibération initiale.

**ARTICLE 10 - RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'établissement des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit et ce, sans indemnités versées par le Département à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

Dans cette hypothèse, le reversement de toute ou partie des sommes versées dont il ne pourrait être justifié d'un usage conforme à la présente convention sera exigé.

#### **ARTICLE 11- RECOURS**

Tout litige résultant de la présente convention et du ressort du tribunal administratif de Grenoble

Fait à Valence, le

Pour le Syndicat Socio Culturel  
du Tricastin  
**Sophie SOUBEYRAS**  
La Présidente

Pour le Département de la Drôme  
**Marie-Pierre MOUTON**  
La Présidente du Conseil départemental



LE DÉPARTEMENT

Envoyé en préfecture le 28/04/2020

Reçu en préfecture le 28/04/2020

Affiché le 04/05/2020

**SLO**

ID : 026-222600017-20200427-CP20200427\_64-DE

## CONVENTION D'OBJECTIFS

**Année 2020**

### Entre

Le Département de la Drôme, situé 26 avenue du Président Herriot – 26026 Valence Cedex 9, représenté par la Présidente du Conseil départemental, autorisé par délibération en date du 27 avril 2020 désigné ci-après le "Département"

D'une part,

et

Valence Romans Agglo dont le siège social est situé : Rovaltain Avenue de la Gare – BP 10388 – 26958 VALENCE CEDEX 09 représentée par Monsieur Nicolas DARAGON désigné ci-après, le Président

D'autre part,

### PRÉAMBULE

C'est au Département que la loi, du 13 août 2004, a confié la mission d'élaborer un schéma départemental de développement des enseignements artistiques, afin d'améliorer l'offre de formation et d'assurer un accès égal des élèves à l'enseignement musical.

Le schéma est un outil d'aménagement culturel du territoire. Fondé sur une approche territoriale, c'est un instrument de cohésion, de démocratisation et de mise en réseau de l'offre d'enseignement artistique.

Dans le cadre de cette compétence donnée par la loi, le Département de la Drôme développe depuis de nombreuses années une politique volontariste.

L'enseignement évolue : il doit s'adapter aux publics et aux nouvelles pratiques et apporter la même qualité dans tous les territoires.

Pour encadrer les évolutions du nouveau SDEA, le Département a défini trois orientations principales :

- Poursuivre l'aménagement culturel du territoire en faveur de l'enseignement artistique en renforçant le rôle de proximité et l'ancrage territorial des établissements du réseau départemental,
- Ouvrir le SDEA à de nouveaux domaines artistiques afin de mieux prendre en compte les ressources développées par les territoires. Au-delà de l'enseignement musical obligatoire, le SDEA concernera la danse, l'art dramatique, les arts de la rue, les arts plastiques et les arts visuels,
- Privilégier, dans le cadre de l'éducation artistique des publics, les projets rapprochant les établissements d'enseignement artistique spécialisé des établissements de l'Education Nationale et prioritairement les collèges.



En janvier 2017, le Département a acté un certain nombre de modifications afin de répondre à 3 grands enjeux :

- La pérennité des structures notamment les plus fragiles (associations notamment) et celles développant des propositions sur les territoires ruraux,
- La maîtrise du budget départemental,
- La prise en compte des nouvelles orientations visant à valoriser et développer la pratique amateur, où qu'elle soit et sous toutes ses formes.

## **IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> - OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, Valence Romans Agglo, dans le cadre du fonctionnement du conservatoire de Valence et Romans, s'engage à son initiative et sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations des politiques publiques mentionnées au préambule, les actions suivantes :

Dans le cadre du fonctionnement du conservatoire de Valence :

- Constituer un pôle de ressources pour la musique et la danse,
- Favoriser l'éveil des enfants à la musique et à la danse, l'enseignement d'une pratique artistique vivante, la formation de futurs amateurs, la fréquentation des lieux de diffusions locaux et régionaux,
- Proposer un enseignement artistique en horaires aménagés, en liaison avec le Ministère de l'Éducation Nationale et le Ministère de la Culture et de la Communication,
- Élargir la formation vers de nouvelles perspectives répondant aux attentes la société contemporaine,
- Créer avec Jazz Action Valence des relations transversales permettant d'identifier en une seule entité deux approches musicales complémentaires et d'articuler une formation cohérente dans le cadre d'une convention, dans le respect de la spécificité de chaque structure,
- Fonctionner en réseau avec des établissements spécialisés du Département et de la Région,
- Constituer sur le plan local, en collaboration avec tous les autres organismes compétents, un noyau dynamique de la vie artistique de la cité, du Département, de la Région,
- Favoriser les échanges avec d'autres structures, nationales, européennes ou internationales,
- Effectuer une diffusion active de la musique et de la danse,
- Mettre en place une programmation variée, basée sur la qualité artistique.

Dans le cadre du fonctionnement du conservatoire de Romans :

- Favoriser, dans les meilleures conditions pédagogiques, l'éveil des enfants à la musique et à la danse, l'enseignement d'une pratique artistique vivante, l'éclosion d'éventuelles vocations de musiciens et de danseurs et la formation de futurs amateurs, actifs, éclairés et enthousiastes,
- Constituer, sur le plan local, en collaboration avec tous les autres organismes compétents, un pôle dynamique de la vie artistique de la Communauté de Communes, du Département et de la Région,
- Garantir un enseignement correspondant aux normes définies au niveau national par le Ministère de la Culture et de la Communication,
- Proposer un enseignement artistique en horaires aménagés, ainsi que des interventions musicales structurées en écoles primaires, en liaison avec le Ministère de l'Éducation Nationale,
- Soutenir, sur l'ensemble du territoire, l'éducation artistique des publics ainsi que les pratiques amateurs, en lien avec les structures culturelles et les écoles de musique locales,
- Participer à la création de nouvelles pratiques amateurs et à l'invention de répertoires musicaux,
- Constituer un lieu de ressource sur la documentation, l'information, l'orientation en matière de musique et de danse, un lieu de rencontre et de convergence des pratiques artistiques locales.

Dans ce cadre, le Département de la Drôme contribue financièrement à ces actions. Il n'attend aucune contrepartie de cette contribution.

## **ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet à compter du jour de sa signature et cessera le 31 décembre 2020.

## **ARTICLE 3 - ENGAGEMENT DE VALENCE ROMANS AGGLO**

Valence Romans Agglo s'engage à :

- développer une offre pédagogique pour les jeunes notamment sur les 11-20 ans en proposant des espaces de pratique pour ceux qui veulent sortir de l'apprentissage par cycle et des dispositifs d'entrée dans les apprentissages par la pratique collective pour les nouveaux accédants. Tenir compte des pratiques artistiques nouvelles pour mettre en places des propositions de formation, notamment sur la pluridisciplinarité
- améliorer l'accessibilité financière : application de la règle du quotient familial,
- inciter à la diversité des pratiques : Favoriser la présence des autres domaines artistiques par le rapprochement ou le regroupement de structures ; aider au maintien de l'enseignement d'instruments rares et des répertoires concernés par une répartition des classes entre établissements,
- offrir un enseignement de qualité : Accroître la qualification des équipes - présence d'un directeur, participer à la formation des personnels en poste, rendre possible des mutualisations,
- proposer une structuration cohérente des enseignements sur les territoires : définir des territoires pertinents pour la structuration des enseignements artistiques en prenant en compte les ressources artistiques et culturelles locales, organiser des concertations portant sur les enseignements artistiques, articuler cette réflexion avec les autres politiques publiques portées par le Département, permettre le développement d'établissement artistique suffisamment structuré sur l'ensemble des territoires, en favorisant notamment le rapprochement des structures.

## **ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT**

Pour l'année 2020, le Département contribue financièrement aux activités du conservatoire de Valence et de Romans pour un montant de 267 000 € (deux cent soixante sept mille euros). Cette subvention n'est acquise que sous réserve du vote des crédits de paiement par l'assemblée délibérante et du respect par le conservatoire des obligations mentionnées aux articles 1 et 3 ainsi que des décisions de l'administration prises en application des articles 5 ; 6 ; 7 et 8.

## **ARTICLE 5 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION ET JUSTIFICATIFS**

Le Département s'engage à verser la totalité de la subvention à compter de la signature de la convention par les deux parties.

Celle-ci sera versée sur production du rapport d'activité, du bilan financier, dont le compte administratif de l'année N-1. Celui-ci précisera le montant exact de la masse salariale et le nombre de salariés. Il sera validé par l'Assemblée délibérante signé par le Président ou le Directeur. Ces documents seront à transmettre avant le 1er juillet 2020 uniquement sur le portail usagers du Département de la Drôme (<https://mesdemarches.ladrome.fr>) dans le fil de discussion établi par l'agent en charge de votre dossier.

## **ARTICLE 6 - SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modifications substantielles et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par Valence Romans Agglo sans l'accord écrit du Département de la Drôme, celui-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par et avoir préalablement entendu ses représentants.

Le Département de la Drôme en informe Valence Romans Agglo par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 7 - OBLIGATIONS, EVALUATION ET CONDITIONS D'INTERVENTION DU DEPARTEMENT**

Un bilan annuel, tant sur l'aspect qualitatif que quantitatif, des activités pédagogiques, du projet d'Établissement et, le cas échéant, de la réalisation des projets artistiques est établi.

A l'issue de ce bilan, et conformément au schéma départemental de développement des enseignements artistiques, le Département, décidera du montant de ses aides pour le fonctionnement de l'école et éventuellement, pour les projets artistiques, sous réserve et dans la limite des crédits votés par l'Assemblée Départementale.

## **ARTICLE 8 - CONTRÔLE**

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 7 ou dans le cadre du contrôle financier annuel ; Valence Romans Agglo s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

## **ARTICLE 9 - AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département et Valence Romans Agglo. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle peut entraîner. La signature de l'avenant sera autorisée dans la même forme que la délibération initiale.

## **ARTICLE 10 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par Valence Romans Agglo des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit et ce, sans indemnités par le Département à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

Dans cette hypothèse, le reversement de toute ou partie des sommes versées dont il ne pourrait être justifié d'un usage conforme à la présente convention sera exigé.

## **ARTICLE 11 - RECOURS**

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Valence, le

Pour Valence Romans Agglo  
**Nicolas DARAGON**  
Le Président,

Pour le Département de la Drôme  
**Marie-Pierre MOUTON**  
Présidente du Conseil départemental